



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/17
10 octobre 2006



FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Cinquantième réunion
New Delhi, 6-10 novembre 2006

AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD POUR L'ANNÉE 2006

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUD demande au Comité exécutif d'approuver le montant de 1 404 424 \$US, plus 106 592 \$US de frais d'appui d'agence, au titre des amendements à son programme de travail de l'année 2006.

2. Les activités proposées par le PNUD dans le cadre des amendements à son programme de travail sont présentées ci-dessous, au tableau 1 :

Tableau 1 : Amendements au programme de travail du PNUD

Pays	Activité/Projet	Montant demandé \$US	Montant recommandé \$US
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE			
A1. Reconstitution des projets de renforcement des institutions :			
	tonnes PAO		
Chine	Prolongation du projet de renforcement des institutions : phase VII	32,2	390 000
Ghana:	Prolongation du projet de renforcement des institutions : phase VII	-	139 100
Liban	Prolongation du projet de renforcement des institutions : Phase V	12,8	155 090
Sri Lanka	Prolongation du projet de renforcement des institutions : Phase VI	11,1	134 056
Trinité-et-Tobago	Prolongation du projet de renforcement des institutions : Phase V	-	60 000
Sous-total pour la reconstitution du renforcement des institutions :		878 246	878 246
A2. Préparation de projet (PRP)			
Belize	PRP du PGEF dans le secteur de l'entretien		15 000
Guatemala	PRP du PGEF dans le secteur de l'entretien		15 000
Maldives	PRP du PGEF dans le secteur de l'entretien		15 000
Népal	PRP du PGEF dans le secteur de l'entretien		15 000
Pérou	PRP du PGEF dans le secteur de l'entretien		15 000
Suriname	PRP du PGEF dans le secteur de l'entretien		15 000
Tanzanie	PRP du PGEF dans le secteur de l'entretien		12 000
Sous-total pour la préparation de projet :		102 000	102 000
A3. Projets d'assistance technique			
République dominicaine	Assistance technique supplémentaire pour les halons		24 000
Zimbabwe:	Assistance technique pour les solvants		60 000
Sous-total pour les projets d'assistance technique :		84 000	84 000
SECTION B: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
B1. Reconstitution des projets de renforcement des institutions :			
	tonnes PAO		
République islamique d'Iran	Prolongation du projet de renforcement des institutions : phase VI		173 511
Kenya	Prolongation du projet de renforcement des institutions : phase VI		151 667
Sous-total pour la reconstitution des projets de renforcement des institutions :		325 178	162 588
B2. Préparation de projet			
Bhoutan	PRP du PGEF dans le secteur de l'entretien		15 000
Frais d'appui d'agence (7,5 % pour la préparation de projet et le renforcement des institutions et pour les autres activités d'un montant supérieur à 250 000 \$US, et 9 % pour les autres activités d'un coût inférieur à 250 000 \$US) :		106 592	93 273
Total :		1 511 016	1 320 107

[1] Abordé dans le document UNDP/OzL.Pro/ExCom/50/18

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

A1 : Reconduction des projets de renforcement des institutions (RI)

Chine : Prolongation RI Phase VII

Ghana : Prolongation RI Phase VII

Liban : Prolongation RI Phase V

Sri Lanka : Prolongation RI Phase VI

Trinité-et-Tobago : Prolongation RI Phase V

Description du projet

3. La description des projets de renforcement des institutions pour les pays mentionnés ci-dessus est présentée à l'annexe I de ce document.

Observations et recommandation du Secrétariat

4. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des projets ci-dessus aux niveaux de financement indiqués au tableau 1. Le Comité exécutif pourrait envisager de faire part des observations présentées à l'annexe II du présent document aux gouvernements des pays mentionnés plus haut.

A2 : Préparation de projet

Belize : Financement de la préparation de projet du plan de gestion de l'élimination finale

Guatemala : Financement de la préparation de projet du plan de gestion de l'élimination finale

Maldives : Financement de la préparation de projet du plan de gestion de l'élimination finale

Népal : Financement de la préparation de projet du plan de gestion de l'élimination finale

Pérou : Financement de la préparation de projet du plan de gestion de l'élimination finale

Suriname : Financement de la préparation de projet du plan de gestion de l'élimination finale

Tanzanie : Financement de la préparation de projet du plan de gestion de l'élimination finale

Description de projet

5. Au nom des gouvernements du Belize, du Guatemala, des Maldives, du Népal, du Pérou, du Suriname et de la Tanzanie, le PNUD a présenté au Comité exécutif aux fins d'examen le financement de la préparation des plans de gestions de l'élimination finale (PGEF) pour ces pays. Les demandes ont été présentées conformément à la décision 45/54 (sur les PGEF pour les pays à faible volume de consommation). Les activités de préparation de projet dans ces pays seront réalisées conjointement avec le PNUE.

Observations du Secrétariat du Fonds

6. Lors de l'examen des demandes concernant la préparation des PGEF pour le Belize, le Guatemala, les Maldives, le Népal, le Pérou, le Suriname et la Tanzanie, le Secrétariat a noté que tous les pays, excepté le Guatemala, avaient déjà communiqué leur consommation de SAO pour

2005 conformément à l'Article 7 du Protocole de Montréal. Le Secrétariat a également noté que le niveau de consommation actuelle de ces pays se situait au-dessous de leur valeur de référence respective et des mesures de réglementation fixées pour 2005 par le Protocole de Montréal, à l'exception de la Tanzanie (CTC) et du Guatemala (BM) comme l'indique le tableau ci-dessous :

Pays	tonnes PAO			
	Nom de la SAO	Valeur de référence	2004 A7	2005 A7
Belize	CFC	24,38	12,23	9,60
Guatemala	CFC	224,65	64,40	-
Guatemala	CTC	10,60	0	-
Guatemala	Halons	0,20	0	-
Guatemala	BM	400,70	484,20	-
Maldives	CFC	4,57	0,00	0,00
Népal	CFC	27,00	0,00	0,00
Népal	CTC	0,89	0,88	0,11
Népal	Halons	2,00	0,00	0,00
Pérou	CFC	289,53	145,66	127,67
Pérou	CTC	0,97	0,00	0,00
Pérou	BM	1,28	0,00	0,00
Suriname	CFC	41,31	9,22	7,48
Tanzanie	CFC	253,86	98,82	98,896
Tanzanie	CTC	0,12	0,00	4,79
Tanzanie	Halons	0,33	0,00	0,00

Recommandation du Secrétariat du Fonds

7. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des activités au niveau de financement indiqué dans le tableau 1.

A3 : Projets d'assistance technique

a) République dominicaine : Assistance technique supplémentaire pour les halons

Description du projet

8. Le PNUD a présenté au nom du gouvernement de la République dominicaine, une mise à jour du plan de gestion de la banque nationale de halons approuvé à la 38^e réunion. Ce projet devait fournir des équipements supplémentaires pour la banque de halons et les centres de recyclage ainsi que des ressources opérationnelles supplémentaires et des activités de

surveillance jusqu'en 2010. Le projet aidera la République dominicaine à respecter ses obligations dans le cadre du Protocole de Montréal.

9. Le PNUD a présenté une demande de financement de 24 000 \$US, plus frais d'appui d'un montant de 2 160 \$US pour :

- a) Des équipements complémentaires destinés au HBRC (20 000 \$US), notamment des citernes d'une capacité de 5 tonnes pour les halons-1211 et de 10 tonnes pour les halons-1301, un set de raccords d'adaptateur de citerne de halons, des pièces de rechange pour un appareil de récupération, un banc d'essai et un dispositif d'identification de halons ; et
- b) Pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les activités de contrôle (4 000 \$US), fournir un soutien technique, des services de banque de halons et poursuivre la fourniture de services commerciaux pour les halons, affiner le système réglementaire, accroître la sensibilisation et offrir un dépôt pour les halons inutiles « en attendant qu'une solution définitive soit trouvée pour la destruction des SAO inutiles dans le cadre du régime du Protocole de Montréal ».

10. Ce projet se propose de permettre la durabilité du projet initial jusqu'en 2010 avec 1 000 \$US de frais de fonctionnement par an pendant quatre ans. Les bureaux et le personnel seront fournis par le Service incendie qui stockera également les halons récupérés. Ce projet permettra l'entretien des équipements et le contrôle, ainsi que les rapports et publications y afférents. Les frais de réunion avec les parties prenantes et la création d'une base de données seront couverts par l'Unité nationale de l'ozone. Les frais de transport seront à la charge de l'utilisateur de halons.

11. La capacité installée est estimée à 30,6 tonnes PAO de halons, sur la base des importations de ces dix dernières années. La dernière consommation de halons communiquée par la République dominicaine conformément à l'Article 7 était en 2005 de zéro. Le pays a communiqué pour les quatre dernières années une consommation zéro. La valeur de référence relative à l'Article 7 est de 4,23 tonnes PAO. La République dominicaine ne produit pas de halons et dépend donc entièrement des importations des autres pays.

Observations du Secrétariat du Fonds

12. Bien que le projet initial approuvé à la 38^e réunion ait un solde d'environ 18 000 \$US au 31 décembre 2006, le PNUD a indiqué que la mise en œuvre avait été accélérée au cours des six premiers mois et que l'ensemble du solde du premier projet avait été entièrement utilisé pour l'achat d'équipement qui avait été livré par la suite. En dépit du fait que la décision 44/8 b) suggère que les contrôles et l'interdiction d'importation doivent comprendre des dispositions permettant l'importation de halons recyclés ou régénérés, le décret approuvé par le gouvernement réglemente l'importation de halons recyclés ou régénérés tout comme celle des halons vierges.

13. La décision 44/8 demande également que les pays participant à des projets régionaux de banque de halons avec équipement de récupération et de recyclage parviennent pendant la

préparation de projet à un bon accord sur l'utilisation de l'équipement de récupération et de recyclage, notamment sur les frais de transformation et les coûts de transport et de stockage importants pour la durabilité pour la banque de halons et les besoins commerciaux concernant les halons récupérés et recyclés dans la région. Le PNUD a fait savoir que la République dominicaine a mis en place un cadre juridique afin de faciliter l'utilisation par les utilisateurs locaux de la banque nationale de halons ainsi que des banques régionales, mais jusqu'à présent aucun utilisateur national n'a prévu d'utiliser les équipements régionaux. La politique nationale autorise également les utilisateurs régionaux à utiliser les équipements de la République dominicaine.

14. Selon le PNUD, les frais de transformation et les coûts de transport et de stockage seront exactement les mêmes pour d'éventuels utilisateurs régionaux que ceux prévus pour les utilisateurs nationaux. Les utilisateurs seront autorisés à établir un prix d'échange sur la base d'un accord réciproque. Le PNUD a aussi indiqué que tout déficit découlant d'un fonctionnement régional spécifique serait la responsabilité des parties concernées du fait que la banque offre pratiquement un service gratuit, conformément à la condition qu'elle soit une organisation à but non lucratif. Quant à la mise en place d'un dépôt pour les halons inutiles évoquée dans la proposition, le PNUD a indiqué que la propriété des halons (aussi bien contaminés que recyclés) resterait celle de l'utilisateur initial du fait que la banque ne fait qu'offrir un service qui demeurera gratuit jusqu'en 2010.

15. La proposition précise que la banque de halons fonctionnera jusqu'en 2010 « grâce à ses propres ressources ». Elle spécifie ensuite qu'un des objectifs du projet sera « de concevoir les mécanismes de la durabilité du projet au-delà de 2007 ». Une somme couvrira les dépenses de fonctionnement, s'ajoutant au co-financement qui continuera à être fourni par l'UNO et le Service incendie. Ce co-financement de l'UNO et du Service incendie n'a pas été estimé en terme de dollars US. Après 2010, le Service incendie continuera à fournir le financement actuel et le Secrétariat d'État de l'Environnement et des Ressources fera de même.

16. Le PNUD a indiqué que le gouvernement de la République dominicaine s'est engagé après l'approbation de ce projet, à ne plus faire de demande de financement supplémentaire pour le secteur des halons.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

17. Le Secrétariat recommande pour ce projet l'approbation globale au niveau de financement indiqué au tableau 1, plus frais d'appui d'agence de 9 pour cent, conformément à la décision 44/48 « de permettre la présentation de projet de mise à jour des banques de halons pour les pays ayant reçu moins de 50 000 \$US pour les banques de halons », étant entendu qu'aucun fonds ne sera décaissé tant que le PNUD n'aura pas élaboré un plan assurant la durabilité du projet après 2010.

b) Zimbabwe: Assistance technique pour les solvants

Description du projet

18. Au nom du gouvernement du Zimbabwe, le PNUD a demandé un financement de 60 000 \$US, plus coûts d'appui, destiné à fournir une assistance technique afin d'achever l'élimination de CFC-113, CTC et TCA dans le secteur des solvants au Zimbabwe. Les utilisateurs de SAO au Zimbabwe les utilisent essentiellement pour des applications de nettoyage manuel à base d'un mélange de solvants contenant des CFC-113, du CTC et/ou du TCA, ne nécessitant pas l'utilisation de machines à nettoyer. Il est prévu que les technologies de remplacement n'exigeront pas non plus de recourir à des machines à nettoyer. De petites quantités de SAO sont aussi utilisées dans les laboratoires et dans des applications analytiques. L'assistance technique prendra la forme d'une amélioration du système de collecte des données utilisé par le bureau des douanes et l'UNO et de séminaires destinés aux agents des douanes, aux importateurs et distributeurs sur la reformulation de mélanges de solvants de nettoyage et les formulations utilisées à des fins analytiques.

Observations du Secrétariat du Fonds

19. Les données de consommation relatives à l'Article 7 de 2005 pour le Zimbabwe pour le CTC et le TCA (de respectivement 3,487 tonnes PAO et 0,037 tonnes PAO) placent ce pays en situation de non-conformité par rapport aux mesures réglementaires du Protocole. À la suite d'entretiens avec le PNUD, la proposition a été modifiée afin de clarifier le rôle du projet dans un plan d'action de retour à la conformité qui a été préparé par le Zimbabwe pour être soumis au Comité d'application à sa prochaine réunion.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

20. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de l'activité au niveau de financement indiqué dans le tableau 1.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL**B1: Reconduction des projets de renforcement des institutions**

a) Iran (Phase VI) : 86 755 \$US

Contexte

21. La deuxième année de la Phase V du projet de renforcement des institutions en Iran a été approuvée à la 47^e réunion. La première année de la Phase V avait été approuvée à la 44^e réunion pour une seule année, sans préjudice du fonctionnement du mécanisme de non-respect du Protocole. L'Iran soumet à la présente réunion une demande de reconduction de son projet de renforcement des institutions pour la Phase VI pour deux ans.

22. Dans le cadre de son rapport périodique pour 2005 sur la mise en œuvre de son programme de pays, l'Iran a communiqué au Secrétariat du Fonds une consommation de 13,6

tonnes PAO de CTC. Il a communiqué la même quantité au Secrétariat de l'ozone conformément aux exigences de l'Article 7 du Protocole de Montréal. Cette quantité dépasse la consommation autorisée de 11,55 tonnes PAO pour 2005 en vertu du Protocole, plaçant ainsi le pays dans une situation potentielle de non-conformité. Iran a été informé de cet écart par le Secrétariat de l'ozone dans un message daté du 2 août 2006. Ce même message attire l'attention de ce pays sur le fait qu'il n'a toujours pas soumis le plan d'action demandé par le Comité d'application suivant la décision XVI/20.

23. Le Comité d'application, à sa 36^e réunion, a noté la demande de l'Iran d'abandonner son intention de réviser les données de référence pour le CTC. Le Comité d'application a également exhorté l'Iran à soumettre, dès que possible, le plan d'action demandé conformément à la décision XVI/20.

Observations du Secrétariat du Fonds

24. L'Iran a communiqué des données au Secrétariat du Fonds et au Secrétariat de l'ozone concernant la consommation de CTC en 2005 qui indiquaient un dépassement du niveau autorisé en vertu du Protocole de Montréal, plaçant le pays dans une situation potentielle de non-conformité. Le PNUD a communiqué que le projet d'élimination dans le secteur des solvants est soumis à la 50^e réunion du Comité exécutif dans le but d'éliminer complètement l'utilisation à la fois du CTC et du TCA en 2007.

25. Dans le plan d'action soumis en tant qu'élément de sa demande de reconduction du renforcement des institutions, le pays a indiqué que les activités conduisant à l'élimination du CTC et TCA constitueront une priorité pendant cette période.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

26. À la lumière des informations fournies dans le cadre des observations du Secrétariat ci-dessus, le Comité exécutif pourrait approuver le financement pour la première année du projet de renforcement des institutions pour l'Iran au niveau de financement de 86 756 \$US, sans préjudice du fonctionnement du mécanisme du Protocole de Montréal se rapportant à la non-conformité.

b) Kenya (Phase VI) : 75 833 \$US

Contexte

27. Le PNUD a présenté une demande de reconduction du projet de renforcement des institutions du Kenya. La Phase V du projet de renforcement des institutions du Kenya a été approuvée à la 44^e réunion de la réunion du Comité exécutif pour 2 ans, ce projet se terminant en décembre 2006.

28. Le Kenya a communiqué au Secrétariat de l'ozone une consommation de CFC pour 2005 de 162,2 tonnes PAO et a fait part du même niveau de consommation au Secrétariat du Fonds dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de pays. La valeur de référence du Kenya pour le CFC étant de 239,5 ODP tonnes, le pays se trouve donc en situation de non-conformité

potentielle en ce qui le concerne l'obligation de 50 % de réduction des CFC en vertu du Protocole de Montréal. Le Secrétariat de l'ozone a informé le Kenya de cette non-conformité potentielle.

29. À sa 44^e réunion, le Comité exécutif a approuvé le PGEF du Kenya à condition, entre autres, « Que le décaissement de la première tranche se ferait sous réserve de la confirmation de l'adoption, par le gouvernement du Kenya, de règlements en matière de SAO qui fourniraient un fondement juridique au système de permis existant et permettraient de procéder à une vérification indépendante » (décision 44/50 d).

Observations du Secrétariat du Fonds

30. Le niveau de consommation actuelle du Kenya place le pays en situation de non-conformité par rapport à la réduction de 50 % stipulée par le Protocole de Montréal. Dans sa demande de renforcement des institutions, le PNUD a fourni au Secrétariat des copies des échanges de correspondance entre le Kenya et le Secrétariat de l'ozone sur cette question de la non-conformité potentielle. Le Kenya a précisé que cette situation de non-conformité potentielle était due pour une part au non-démarrage du PGEF parce que le financement avait été suspendu du fait que ce pays n'était pas parvenu à faire adopter une législation sur les SAO.

31. Le Secrétariat a indiqué qu'il estimait ce retard de l'adoption de la législation préoccupant et a demandé au PNUD des clarifications sur la situation et sur des activités spécifiques qui pourraient être incluses dans le plan d'action de renforcement des institutions afin de relever ce défi de la non-conformité. Le PNUD a informé le Secrétariat que les réglementations sur les SAO avaient été à présent signées par le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles et n'attendaient plus que leur publication dans la gazette officielle pour entrer en vigueur. Le Secrétariat a été également informé de la révision du plan d'action de renforcement afin de rendre compte de la priorité accordée aux activités qui permettront au pays de revenir à la conformité.

Recommandations du Secrétariat du Fonds :

32. À la lumière des informations fournies dans le cadre des observations du Secrétariat présentées ci-dessus, le Comité exécutif pourrait envisager d'approuver le financement pour la première année du projet de renforcement des institutions pour le Kenya au niveau de financement de 75 833 \$US, sans préjudice du fonctionnement du mécanisme du Protocole de Montréal se rapportant à la non-conformité.

B2 : Préparation de projet

- a) Bhoutan : Financement de la préparation de projet du plan de gestion de l'élimination finale [examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/18]

Annex I

INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT PROPOSAL

China: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile		
Implementing Agency:		UNDP
Amounts previously approved for institutional strengthening:		
Phase I: February 1992		450,000
Phase II: October 1996		300,000
Phase III: November 1998		300,000
Phase IV: December 2000		300,000
Phase V: November 2002		390,000
Phase VI: December 2004		390,000
Total		2,130,000
Amount requested for renewal (Phase VII) (US \$):		390,000
Amount recommended for approval of Phase VII (US \$)		390,000
Agency support costs (US \$)		29,250
Total cost of institutional strengthening Phase VII to the Multilateral Fund		419,250
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase VII at US \$12.1/kg (ODP tonnes)		32.2
Date of approval of country programme		March 1993
Latest reported total ODS consumption (2005) (ODP tonnes)		30,826.68
Latest reported total ODS production (2005) (ODP tonnes)		43,946.51
Baseline production and consumption of controlled substances (ODP tonnes):	Production	Consumption
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	47,003.9	57,818.7
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	40,993.0	34,186.7
(c) Annex B Group I (Other fully halogenated CFCs)	20.5336	26.667
(d) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	29,367.4	38,220.6
(e) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	112.8	721.2
(f) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	776.3	1,102.1

Latest production and consumption of controlled substances (2005) (ODP tonnes):	Production	Consumption
(a) Annex A Group I (CFCs)	18,700.19	13,326.38
(b) Annex A Group II (Halons)	5,475.76	4,446.51
(c) Annex B Group I (Other fully halogenated CFCs)	20.29	19.59
(d) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	1'064.47	1,060.33
(e) Annex B Group III (Methyl chloroform)	77.88	186.59
(f) Annex C Group I (HCFCs)	17,750.58	11,167.20
(e) Annex E (Methyl bromide)	857.34	620.17
Amount approved for projects (US \$)		722,686,823
Amount disbursed (as of July 2006) (US \$):		555,200,313
ODS to be phased out (ODP tonnes)		218,852.7
ODS phased out (as of July 2006) (ODP tonnes)		187,347.9

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	703,455,868
(b)	Institutional strengthening	2,385,445
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	16,845,510
	Total:	722,686,823

Progress report

2. During Phase VI of the IS project, the Programme Management Office (PMO) of SEPA had further strengthened the capacity of its country compliance by improving its project management and financial management skills in order to ensure effective management and monitoring of its phase-out activities through the large number of sector phase-out plans. It also continued to improve its policy formulation and enforcement for ODS management and control with a number of new policies issued during Phase VI.

3. Special efforts have been deployed to enforce the control of illegal production, illegal consumption and illegal trade of ODS. PMO continued its effort of effective project management and monitoring to maintain its momentum and sustainability of its achieved phase-out.

4. PMO continued to make efforts to promote public awareness, with high level and highly publicized International Ozone Day Celebrations, publishing the Ozone Action in China, and a series of news reporting and promotion through the special website on Ozone Layer Protection.

Plan of Action

5. The objectives of Phase VII of the Institutional Strengthening project is to continue China's achievement in ODS phase-out to meet the phase-out milestone of the Montreal Protocol, especially to achieve its commitment of early phase-out of CFC and Halon by 1 July 2007, two and half years ahead of the MP schedule. Activities during Phase VII will be carried out to continue the improvement of policy formulation and enforcement; improvement of project management capacity, improvement of staff capacity to manage and monitor the implementation of approved sector phase-out plans in a more effective manner, and continue efforts at raising and sustaining public awareness on ozone layer protection, as well as activities to combat illegal ODS activities.

Ghana: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNDP
Amounts previously approved for institutional strengthening:	
Phase I: October 1992	183,200
Phase II: October 1996	107,000
Phase III: November 1998	107,000
Phase IV: December 2000	107,000
Phase V: November 2002	139,100
Phase VI: July 2004	139,100
Total	782,400
Amount requested for renewal (Phase VII) (US \$):	139,100
Amount recommended for approval for Phase VII (US \$)	139,100
Agency support costs (US \$)	10,433
Total cost of institutional strengthening Phase VII to the Multilateral Fund (US \$)	149,533
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase VII at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	Not applicable
Date of approval of country programme	October 1992
ODS consumption reported in country programme (1999), (ODP tonnes)	101.4
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	25.2
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	35.8
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.4
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances (2005) (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs)	17.5
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	7.7
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	2,474,394
Amount disbursed (as of July 2006) (US \$):	2,313,193
ODS to be phased out (ODP tonnes)	388
ODS phased out (as of July 2006) (ODP tonnes)	371

6. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	699,866
(b)	Institutional strengthening	867,733
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	906,795
	Total:	2,474,394

Progress report

7. During its sixth phase, the institutional strengthening (IS) project of Ghana continued successfully, achieving and maintaining compliance with the Montreal Protocol control measures as its consumption dropped from 35.58 OPD tones in 2004 to 17.5 ODP tones in 2005 which is just under 50 per cent of its CFC freeze-level. In particular, the National Ozone Unit of Ghana coordinated the implementation of several projects including the training project in Methyl Bromide, the small technical assistance project in solvents and the RMP components that are still ongoing, mostly the end users incentive project. The activities of the Ozone Unit during this time included close monitoring of 120 cold storage facilities and refrigeration workshops, holding of three meetings of the Refrigeration Sub-Committee, held training programs in code of good refrigeration practices and hydrocarbon technology, holding of two meetings of the Foam Sub-Committee, reduced illegal imports through identification of different brands of CFC 12/502 on the market, enforcement of CFC quota system, tracking illegal imports thanks to which 200 cylinders of CFC 12 refrigerants intercepted and seized, etc. With regards to public awareness activities, through adverts informed the public on reduced importation level of CFC quotas, held two awareness creation seminars for students, instructors, public and private institutions, celebrated the International Day for the Preservation of the Ozone Layer and various other seminars given. The Ozone Office also ensured that all reporting requirements for the MLF and the Ozone Secretariat were complied with.

Plan of action

8. Over the next two years, the NOU of Ghana will organise seminars on ozone layer protection for 1st, 2nd and 3rd cycle institutions and press briefings for the media in the ten regions of Ghana; educate general public on the Legislative Instrument LI 1812 – Management of Ozone Depletion Substances and Products regulation, 2005; broadcast documentaries on ozone related issues on National radio and television; hold seminars and Workshops/Training for all Stakeholders i.e. (Refrigeration technicians/ Engineers, Retailers of ODSs and users of ODSs) in code of good practices in refrigeration; embark on hydrocarbon retrofitting education programme among commercial/domestic refrigeration technicians; publicize consequences of ozone layer depletion and the need for its protection in the print media; produce and distribute Pocket-size Calendars, Stickers, T-Shirts, Flyers etc. as part of World Ozone Day Celebration; produce a documentary on Ghana's CFC phase-out efforts since inception of national Montreal Protocol activities; educate farmers on the dangers of using Methyl Bromide; monitor cold storage facilities and Refrigeration Workshops; hold workshop/seminar for Importers/Retailers of ODSs; sensitize the importers on Ghana's phase-out obligations and the future constrained supply of ODS on the market; monitor retrofitted cold storage systems in the End-User Sector (Fisheries), monitor the source of other brands of CFCs on the market other than those imported by quota beneficiary, hold National Committee on Ozone Depleting Substances (NACODS) meetings as well as those of the National Committee on Improved Refrigeration Practices (NCIRP) Meetings, prepare progress and financial reports prepared for UNDP, UNEP and Multilateral Fund Secretariat and enforce Regulations and Fiscal Policies on ODS importation and use.

Iran: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNDP
Amounts previously approved for institutional strengthening:	
Phase I: Oct. 1992	200,200
Phase II: Nov. 1997	133,470
Phase III: Dec. 2000	133,470
Phase IV: Nov. 2002	173,511
Phase V (Year 1): Dec. 2004	86,755
Phase V (Year 2): Nov. 2005	86,755
Total	814,161
Amount requested for renewal of Phase VI (US \$):	173,511
Amount recommended for approval for Phase VI for one year only (US \$)	86,755
Agency support costs (US \$)	6,506
Total cost of institutional strengthening Phase VI to the Multilateral Fund (US \$)	93,261.625
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase VI at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	7.2
Date of approval of country programme	June 1993
ODS consumption reported in country programme (1991), (ODP tonnes)	5,703.5
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	2,448.6
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	4,571.7
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	1,420.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	77.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	8.7
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	26.7
Latest consumption of controlled substances (2005) (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs)	2221.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	13.6
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	4.3
(e) Annex C Group I (HCFCs)	192.9
(f) Annex E (Methyl bromide)	16.8
Amount approved for projects (US \$)	59,507,514
Amount disbursed (as of July 2006) (US \$):	53,377,321
ODS to be phased out (ODP tonnes)	6,228.7
ODS phased out (as of July 2006) (ODP tonnes)	5,340.8

9. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	57,182,867
(b)	Project preparation and institutional strengthening	910,432
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	1,414,415
	Total:	59,507,514

Progress report

10. During Phase V of its institutional strengthening (IS) project, the Islamic Republic of Iran has successfully coordinated the activities of Implementing Agencies in the implementation of individual projects and the National Phase-out Plan (NPP) to ensure compliance with the Montreal Protocol control measures. In addition, it implemented a number of initiatives including the full enforcement of its import and export licensing systems and the training of its key officials in the concerned ministries to ensure enforcement effort. In particular, it revised and verified the consumption/import data of ODS including data for CTC and TCA and oversaw the preparation of a Solvent Sector Phase-out Plan by UNIDO to address its TCA consumption and its potential non-compliance of CTC consumption.

11. The Ozone Office also prepared a draft work plan for the ODS information and policy enforcement centre, to be discussed in the National Ozone Committee. The Ozone Office also participated in Tabriz Green Urban Fair and disseminated information to interested public to raise public awareness on ozone layer protection.

Plan of action

12. The objectives of the Phase VI of the institutional strengthening project: will be the compliance with the Montreal Protocol in meeting the phase-out milestones, to achieve complete phase-out of CTC and TCA consumption in order to bring it back to compliance on CTC consumption. In addition, the Ozone Office will work to phase-out methyl bromide application in soil fumigation and monitor previous and ongoing phase-out activities to ensure sustainability of the phase-out. The Ozone Office will also fully enforce the Licensing System and facilitate strict control of ODS trade, including attracting co-operation with neighbouring countries in ODS and ODS-containing products trade. During this next phase of the IS project, the Ozone Office will continue the management and monitoring of the implementation of the NPP, and carry out public awareness activities.

Kenya: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNDP
Amounts previously approved for institutional strengthening:	
Phase I: March 1993	175,000
Phase II: July 1998	116,667
Phase III: December 2000	116,667
Phase IV: November 2002	151,667
Phase V: December 2004	151,667
Total	711,668
Amount requested for renewal (Phase VI) (US \$):	151,667
Amount recommended for approval for Phase VI for one year only (US \$)	75,833
Agency support costs (US \$)	5,990
Total cost of institutional strengthening Phase VI to the Multilateral Fund (US \$)	81,823.84
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase VI at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	Not applicable
Date of approval of country programme	July 1994

ODS consumption reported in country programme (1993), (ODP tonnes)	550.80
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	274.6
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	239.5
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	5.3
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	65.9
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	1.1
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	217.5
Latest consumption of controlled substances (2005) (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs)	162.2
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.2
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	33.52
(f) Annex E (Methyl bromide)	112.2
Amount approved for projects (US \$)	4,579,057
Amount disbursed (as of July 2006) (US \$):	3,302,643
ODS to be phased out (ODP tonnes)	287.3
ODS phased out (as of July 2006) (ODP tonnes)	228.8

13. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

	<u>US \$</u>
(a) Investment projects	3,389,813
(b) Project preparation and Institutional strengthening	795,540
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	393,704
Total:	4,579,057

Progress report

14. Over the last two years, Kenya's Ozone Unit has followed up regularly with the Government with regards to the relevant legislation, it attended various UNEP ODS/ONET meetings, it submitted the usual progress and financial reports required by the Ozone Secretariat, Multilateral Fund Secretariat and UNDP, it celebrated the yearly ozone-day events, it made important progress in the implementation of the Methyl Bromide project and held training workshop on growing of vegetables and cut flower using alternatives to methyl bromide, and carried various other awareness activities. Three (3) senior custom officers, Four (4) Journalists from different local dailies, One (1) senior technical officer from the Kenya Bureau of Standards were trained under the Green Customs Initiative Workshop for East Africa held in Arusha, Tanzania.

Plan of action

15. Kenya's action plan for the next two years includes a continuation of the various activities listed in the progress report. More in particular it will continue to train customs officers about the new legislative measures on ODS imports, make efforts to initiate all efforts related to the TPMP project, carry out the solvents survey, progress in the implementation of the MeBr

phase-out programme, conduct workshops, seminars, Ozone Day Celebrations, use of print media and TV to inform all and the sundry of the global efforts and reasons for ODS phase-out.

Lebanon: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNDP
Amounts previously approved for institutional strengthening:	
Phase I: May 1996	179,000
Phase II: July 2000	119,300
Phase III: July 2002	155,090
Phase IV: December 2004	155,090
Total	608,480
Amount requested for renewal (Phase V) (US \$):	155,090
Amount recommended for approval for Phase V (US \$)	155,090
Agency support costs (US \$)	11,632
Total cost of institutional strengthening Phase V to the Multilateral Fund (US \$)	166,722
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase V at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	12.8
Date of approval of country programme	May 1996
ODS consumption reported in country programme (1993), (ODP tonnes)	760
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	354.6
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	725.5
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	-
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.04
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	-
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	236.4
Latest consumption of controlled substances (2005) (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs)	287.3
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	18.6
(f) Annex E (Methyl bromide)	48.7
Amount approved for projects (US \$)	13,503,004
Amount disbursed (as of July 2006) (US \$):	9,345,037
ODS to be phased out (ODP tonnes)	1541.3
ODS phased out (as of July 2006) (ODP tonnes)	962.5

16. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	12,146,352
(b)	Institutional strengthening	678,982
	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	677,670
	Total:	13,503,004

Progress report

17. During the period under review, Lebanon reported activities to strengthen institutional capacity, resulting in timely collection and reporting of ODS data to the Ozone and Multilateral Fund Secretariats, submission of required reports and participation in the meetings of the Regional Network, Executive Committee and the Parties to the Montreal Protocol. It achieved successful monitoring and management of phase-out activities of individual projects as well as the NPMP. Successful awareness raising activities and training of key stakeholders were carried out. Successful resource mobilization efforts were exercised. Critical activities in updating of national legislations on ODS were also achieved.

Plan of action

18. During the next two years Lebanon, will continue and intensify its efforts in areas of institutional capacity strengthening, review and updating of national legislation on ODS, vigorous monitoring and management of the implementation of its phase-out activities to ensure meeting phase-out targets, continue its efficient effort in collection and reporting of ODS data, and intensify efforts to ensure sustainability of its phase-out achievements to meet the its obligation under the Montreal Protocol.

Sri Lanka: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNDP
Amounts previously approved for institutional strengthening:	
Phase I: March 1994	154,680
Phase II: November 1997	103,120
Phase III: November 1999	103,120
Phase IV: July 2002	134,056
Phase V: July 2004	134,056
Total	629,032
Amount requested for renewal (Phase VI) (US \$):	134,056
Amount recommended for approval for Phase VI (US \$)	134,056
Agency support cost (US \$)	10,054
Total cost of institutional strengthening Phase VI to the Multilateral Fund (US \$)	144,110
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase VI at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	11.1
Date of approval of country programme	March 1994
ODS consumption reported in country programme (1991), (ODP tonnes)	223.1
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	163.7
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	445.6
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	-
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	35.1
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	3.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	4.1

Annex I

Latest consumption of controlled substances (2005) (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs)	149.2
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	3.6
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	9.8
(f) Annex E (Methyl bromide)	1.1
Amount approved for projects (US \$)	4,437,403
Amount disbursed (as of July 2006) (US \$):	2,923,941
ODS to be phased out (ODP tonnes)	96
ODS phased out (as of July 2006) (ODP tonnes)	75

19. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	3,546,763
(b)	Project preparation and institutional strengthening	703,433
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	187,207
	Total:	4,437,403

Progress report

20. During its fifth phase, the institutional strengthening (IS) project of Sri Lanka continued successfully, achieving and maintaining compliance with the Montreal Protocol control measures. In particular, the National Ozone Unit (NOU) of Sri Lanka coordinated the implementation of several projects to phase-out ODS including training of Customs Officers and Refrigeration Technicians included as part of the RMP, and the start-up of the National Compliance Assistance Project and training of fumigation technicians under the Methyl Bromide Technical Assistance Project. The Training component of the RMP was completed during this phase.

21. The National Ozone Unit of Sri Lanka began development of the “Sri Lanka standards for Refrigerants” during this phase. This draft standard was circulated to technicians during their training. Public awareness activities included execution of fourteen Awareness Programmes for School Children as well as one Teachers’ awareness Programme. There were also nine Awareness Sessions for Government Officials and one for Media Professionals. A Poster Competition was held during both years of this extension and resulted in posters being produced from the winning entries which were printed for distribution. An Ozone quiz was also conducted for School Children.

Plan of action

22. The NOU of Sri Lanka has the following objectives for the sixth phase of the institutional strengthening project: to phase-out methyl bromide for all uses except QPS, to continue compliance with the reductions of CFC consumption as per the agreed targets in the National Compliance Assistance Project resulting in an overall 19 per cent reduction of the 2006 level over the next two years (2007-2008). During the next phase of the IS project, the NOU will

continue implementation of current ongoing activities including the RMP, Methyl Bromide Phase Out and NCAP. Further to the implementation of specific projects, the NOU will continue raising public awareness through various activities.

Trinidad and Tobago: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNDP
Amount previously approved for institutional strengthening:	
Phase I: October 1996	66,000
Phase II: December 2000	44,000
Phase III: November 2002	57,200
Phase IV: December 2004	60,000
Total	227,200
Amount requested for renewal (Phase V) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase V (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	4,500
Total cost of institutional strengthening Phase V to the Multilateral Fund (US \$)	64,500
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase V at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	Not applicable
Date of approval of country programme	October 1996
ODS consumption reported in country programme (1994), (ODP tonnes)	120.4
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	52.1
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	120.0
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	46.6
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.7
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	1.71
Latest consumption of controlled substances (2005) (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs)	18.3
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	33.7
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.1
Amount approved for projects (US \$)	1,505,338
Amount disbursed (as of July 2006) (US \$):	920,633
ODS to be phased out (ODP tonnes)	123.6
ODS phased out (as of July 2006) (ODP tonnes)	79.0

23. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	1,095,077
(b)	Project preparation and institutional strengthening	247,534
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	162,727
	Total:	1,505,338

Progress report

24. Phase IV of the institutional strengthening project in Trinidad and Tobago has been highly successful. The National Ozone Unit (NOU) is very well integrated into the governmental structure and especially to the EMA. The well functioning NOU has a reliable licensing and quota system with good enforcement in place. A key factor has been a good communication strategy where the constant public awareness activities are creating an enabling environment for the successful implementation of the Montreal Protocol.

25. The government of Trinidad and Tobago has taken remarkable steps towards achieving its compliance targets. From the beginning of 2008, Trinidad and Tobago will no longer be importing CFCs, which will be two years ahead of most of the Article 5 countries. An important achievement in phase IV has been the successful implementation of the first phase of the Terminal Phase-out Management Plan (TPMP), and the successful request and approval of second and final tranche of the TPMP.

Plan of action

26. Phase V of the institutional strengthening project in Trinidad and Tobago will cover a very interesting period. 2007 will be the last year with CFC imports in the country, and 2008 will be the first year without any CFC imports. The NOU will also work towards a reduction in the demand of Methyl Bromide for QPS. Both years will therefore be bringing different challenges to the daily work of the NOU. The public awareness activities and a good communication strategy will continue to be a central element for the institutional strengthening project in Phase V.

Annexe II

POINTS DE VUE EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LES RECONDUCTIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS PRÉSENTÉS À LA 50^E RÉUNION

Chine

1. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que les données de consommation et de production de SAO pour 2005 communiquées au Secrétariat de l'ozone montrent que les niveaux de consommation et de production de la Chine pour toutes les substances réglementées étaient nettement inférieurs aux niveaux autorisés pour 2005. Il note toutefois avec inquiétude que la consommation de CFC-113 en 2005 en Chine a dépassé le niveau maximum autorisé et que ce pays semble ainsi continuer à être en situation de non-conformité potentielle. Il encourage la Chine à mettre en place des mesures qui lui permettront de revenir le plus rapidement possible à une situation de conformité pour les CFC-113. Le Comité exécutif apprécie grandement les efforts importants de Chine pour accélérer l'élimination de sa consommation et de sa production. Le Comité exécutif espère qu'au cours des deux prochaines années la Chine poursuivra les progrès réalisés, maintiendra et renforcera son niveau actuel de réductions de SAO afin de réaliser l'objectif de réduction avancée des CFC et des halons et de respecter les calendriers de réduction des autres SAO.

Ghana:

2. Le Comité exécutif prend note du fait que le Ghana a communiqué une consommation de CFC montrant que ce pays a respecté l'obligation de 50 % de réduction des CFC en 2005 exigée en vertu du Protocole de Montréal. Il prend note également des initiatives prises pendant la Phase VI du projet de renforcement des institutions, en particulier de la mise en vigueur et de l'application rigoureuse du système de quota. Le Comité exécutif félicite le Ghana pour ces réalisations et espère que ce pays poursuivra la mise en œuvre de ses activités prévues et réussira à réduire les niveaux actuels de consommation de SAO.

République islamique d'Iran

3. Le Comité exécutif a pris note avec satisfaction du fait que les données de consommation de 2005 de CFC communiquées au Secrétariat de l'ozone indiquent que la République islamique d'Iran continue à maintenir l'élimination complète de sa consommation. Le Comité s'inquiète toutefois des niveaux de consommation de CTC pour 2005 de la République islamique d'Iran qui dépassaient les niveaux maximums autorisés et qui font que ce pays semble continuer à être en situation de non-conformité par rapport aux mesures de réduction de consommation de CTC. Le Comité exécutif note avec satisfaction que la République islamique d'Iran a pris des mesures importantes pour revenir à la conformité et qu'elle a préparé en coopération avec l'ONUDI un plan d'élimination sectoriel pour les solvants à soumettre à la 50^e réunion afin de prendre en main l'élimination de la consommation à la fois de TCA et CTC. Le Comité exécutif félicite la République islamique d'Iran pour ces réalisations et espère que ce pays poursuivra la mise en œuvre de ses activités prévues et réussira à réduire les niveaux actuels de consommation de SAO.

Kenya

4. Le Comité exécutif note avec inquiétude que la consommation de CFC communiquée par le Kenya est passée de 131 tonnes PAO en 2004 à 162 tonnes PAO en 2005, plaçant le pays en situation de non-conformité par rapport au Protocole de Montréal. Le Comité exécutif voudrait encourager le Kenya à accélérer l'approbation de sa législation sur les SAO afin de pouvoir mettre pleinement en œuvre les activités prévues en vertu du PGEF et de mettre en place les mesures nécessaires pour faciliter les réductions de consommation de CFC du pays. Le Comité exécutif félicite le gouvernement du Kenya pour les efforts accomplis et espère que ce pays poursuivra au cours de deux prochaines années la mise en œuvre de ses activités prévues et réussira à réduire les niveaux actuels de consommation de SAO.

Liban

5. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que les données de consommation de SAO pour 2005 que le Liban a communiquées au Secrétariat de l'ozone montrent des niveaux de consommation inférieurs aux niveaux autorisés pour ce pays en 2005. Le Comité exécutif apprécie grandement les efforts accomplis par le Liban pour réduire sa consommation de SAO et il espère qu'au cours des deux prochaines années, grâce à l'application des règlements existants et des autres initiatives élaborées dans son plan d'action, le Liban continuera à réaliser des progrès, à maintenir et renforcer son niveau actuel de réductions de CFC afin de satisfaire aux objectifs d'élimination stipulés dans son plan national d'élimination de CFC et de réaliser ainsi son objectif de respecter en avance les calendriers de réduction du Protocole.

Sri Lanka:

6. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que les données de consommation de SAO de 2005 communiquées au Secrétariat de l'ozone par le Sri Lanka étaient nettement inférieures aux niveaux de consommation autorisés, faisant que ce pays respecte complètement à la fois les objectifs de réduction du Protocole de Montréal et les objectifs fixés dans le plan national d'aide à la conformité (NCAP). Le Comité exécutif soutient grandement les efforts du Sri Lanka pour réduire sa consommation de SAO et espère, qu'au cours des deux prochaines années, le Sri Lanka poursuivra avec succès la mise en œuvre de son programme de pays et des activités de son plan national d'élimination afin de parvenir à l'élimination complète de sa consommation de SAO.

Trinité-et-Tobago

7. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que les données de consommation de SAO communiquées par Trinité-et-Tobago au Secrétariat de l'ozone montrent que ce pays a réduit sa consommation de CFC bien au-delà de l'objectif de réduction de 50 % pour les CFC et qu'il a presque atteint l'objectif de réduction de 85 % prévue pour 2007, se trouvant ainsi en passe de respecter son objectif d'élimination totale de sa consommation de CFC en 2008. Trinité-et-Tobago a également éliminé sa consommation de halons et a maintenu cette élimination au cours des trois dernières années. Le Comité exécutif félicite Trinité-et-Tobago pour ces réalisations et espère que ce pays continuera au cours des deux prochaines années à renforcer cette réduction réussie des niveaux actuels de consommation de SAO.